



LA FRANCE INSOUMISE :

POUR UNE FORCE POLITIQUE DE MASSE ET DE LUTTE CONTRE MACRON ET LE CAPITALISME



Ouvrons le débat

Le capitalisme était déjà un système particulièrement inégalitaire, générant la richesse abondante et inutile pour une poignée, et pour des millions, la misère, la pénurie des biens les plus basiques tels que l'eau ou la nourriture. Avec la grande crise de 2008, la situation s'est aggravée, les inégalités se sont accrues. Et toutes les politiques qui ont été menées depuis le début de cette crise ont non seulement été incapables de relancer l'économie, mais elles ont en plus encore aggravé la situation d'une majorité de la planète. Ne pouvant résorber leur crise, les capitalistes (les ultra-riches) ont résolu de la faire payer aux travailleurs et à la population, tout en s'enrichissant encore plus au passage.

Mais cela a mené au chaos, à de nouvelles guerres, à une instabilité croissante dans des régions entières du globe. Les guerres, les dictatures, l'aggravation des désastres environnementaux, rendus plus tragiques encore par la crise du capitalisme, mais aussi les politiques de privatisation, d'austérité... ont pour conséquences de plonger des centaines de millions de personnes dans la misère la plus terrible, les poussant sur les routes, sur les mers, à risquer leur vie pour essayer d'échapper au désastre.

Dans le même temps, l'exploitation des travailleurs s'est accrue, et l'avenir d'une grande partie de la jeunesse est incertain. Mais cela entraîne aussi de puissants mouvements de lutte et de révolte, et une contestation du capitalisme de plus en plus forte. Le socialisme, qui permettra une société réellement libre et démocratique, où l'économie mise en propriété publique permettra de gérer les ressources correctement et de satisfaire les besoins sociaux, est en discussion dans de nombreux pays, à commencer par les États-Unis.

De même, depuis plusieurs années, suite à l'effondrement du stalinisme et des partis soi-disant « communistes » qui lui étaient liés, et à l'acceptation complète du capitalisme par les dirigeants de la social-démocratie, un vide politique s'est créé que des milliers de personnes cherchent à remplir. Sous des formes diverses, dans la plupart des pays d'Europe, des Amériques, d'Afrique, des mouvements de masse et des formations politiques sont apparues. La France insoumise est un élément de ce phénomène, et son succès à la présidentielle de 2017 montre tout le potentiel pour une force politique de masse et de lutte, qui combatte le capitalisme et cherche à le renverser. C'est une chance et une responsabilité. Nous pouvons construire nous-mêmes une force politique qui défiera les capitalistes, et il nous faut le faire car ces profiteurs sont en train de mener le monde à la catastrophe.

Nous pouvons changer ce monde et construire une société fraternelle, juste et solidaire, et la FI peut être un instrument crucial pour cela. C'est pour contribuer au débat que nous publions ici le texte adopté par la conférence de la Gauche révolutionnaire le 18 février 2018. Nous espérons qu'il permettra de faire avancer le débat et les idées pour en finir avec ce système abject qu'est le capitalisme, avec son cortège de guerre, de misère, de haines et de discriminations. Pour une société libre, tolérante, fraternelle et démocratique : le socialisme !

LA FRANCE INSOUMISE, POUR UNE FORCE POLITIQUE DE MASSE ET DE LUTTE CONTRE MACRON ET LE CAPITALISME

**TEXTE ADOPTÉ PAR LA CONFÉRENCE NATIONALE DE LA GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE,
18 FÉVRIER 2018**

La situation globale du monde est toujours dominée par les suites de la grande crise économique qui a éclaté en 2007-2008. Les conséquences de celle-ci ont bouleversé nombre de régions du monde et entraîné des modifications profondes de la situation politique.

Les révolutions de la Tunisie à la péninsule arabique en passant par la Syrie, des reculs économiques forts en Europe ou en Amérique latine, une surexploitation des ressources naturelles en Afrique forçant les économies des pays du continent à ne fonctionner que pour l'export, les rendant ainsi encore plus soumises aux pays impérialistes pour ce qui est des biens de consommation ou des infrastructures.

L'une des conséquences est l'irruption de mouvements de masse, du Rif marocain au Honduras, ou à l'Iran. Ces mouvements, souvent très larges politiquement, expriment un rejet fort des injustices sociales graves et des méthodes antidémocratiques dont se servent les pouvoirs en place.

Dans le même temps, le chaos généré par les guerres impérialistes, la répression brutale de certains régimes et la crise économique ont continué à plonger des régions entières dans le chaos, favorisant dans certains endroits des courants politiques terroristes prônant un modèle de société très réactionnaire (esclavage des femmes, exécution des minorités religieuses et des opposants politiques).

Ces courants, en fait quasi-nihilistes et symbolisés par Daesh, sont en réalité un moyen pour une couche de trafiquants (d'armes, d'humains, de pétrole ou de religion), d'établir leur domination au moyens de méthodes brutales et barbares. Le tout a donné le chaos en Syrie, en Libye et dans d'autres régions.

A cela s'ajoute une inquiétude grandissante quant aux conséquences environnementales (dérèglement climatique) du mode de production capitaliste qui provoque à la fois une intensification des catastrophes naturelles mais aussi un impact toujours plus grand sur les populations obligées de fuir certaines régions par millions.

LE MONDE EST INSTABLE, MAIS POUR LES RICHES CELA VA BIEN

La fortune des milliardaires est en hausse importante : + 23 % en un an pour les 500 personnes les plus riches (agence Bloomberg décembre 2017). L'homme le plus riche du monde, Jeff Bezos, fondateur d'Amazon, a vu sa fortune s'accroître de 35 milliards de dollars en 2017 (104 pays sur 209 ont un PIB inférieur à 35 milliards de dollars...).

Cet enrichissement s'est fait d'une part par une nouvelle envolée de la spéculation boursière, d'autre part par une aggravation de l'exploitation des travailleurs et des matières premières. Amazon, par exemple, profite directement de la casse de la législation du travail dans de nombreux pays lui permettant de recourir de plus en plus au travail précaire, et à intensifier l'exploitation des travailleurs.

En France, c'est dans ce contexte que les dernières années ont vu une offensive contre le droit du travail. Le grand patronat et le gouvernement (Hollande-Valls-Macron puis désormais avec Macron président) ont mis en place de grands chantiers de démolition (ANI, lois travail I et II). La politique d'aide publique s'est amplifiée sous Hollande (CICE) et avec Macron, c'est directement les gains des super riches qui ont été améliorés, avec pas moins de 3,2 d'euros milliards de cadeaux fiscaux et divers.

Le gouvernement qu'on pouvait appeler « gouvernement au service des riches » et désormais directement un gouvernement pour et par les riches : 12 ministres sont millionnaires. Sans oublier les législations qui favorisent les détenteurs d'actions qui voient ainsi les dividendes s'envoler, en hausse de 11,8 % à plus de 50 milliards d'euros.

Du point de vue économique, en France, les chiffres annoncés par l'INSEE fin janvier de 1,9 % de croissance du PIB en 2017 sont les plus « hauts » depuis 6 ans. Ceci signifie qu'il y a une possibilité de légère reprise. Une mini-croissance ne signifierait en aucun cas la fin de la crise, ni même n'écarter un nouveau krach boursier. Par contre une légère reprise pourrait aider au

développement des luttes car une partie des travailleurs verrait circuler plus de marchandises et les chiffres de la boîte iraient mieux. Or les salaires restent très bas. Entre 1934 et 36, cela avait été un des éléments de reprise des luttes à l'époque en France et davantage encore aux USA.

POUR LES TRAVAILLEURS, LA SITUATION S'EST FORTEMENT DÉGRADÉE

Le gouvernement n'a pas directement attaqué les socles (durée hebdomadaire du travail à 35h, SMIC ou congés payés) il a mis en place les moyens de les contourner et affaibli la représentation syndicale pour limiter les possibilités de combat des travailleurs.

La résistance organisée par les syndicats n'a pas été à la hauteur. En premier lieu sur la loi travail, en 2016, où malgré les 14 journées de grève/manifestation et la grande manifestation ouvrière d'un million de personnes à Paris le 14 juin, la CGT et les autres syndicats opposés à la loi travail n'ont pas voulu défendre l'idée d'une grève générale et encore moins d'un rejet complet du gouvernement Valls. Mais également avec la loi travail II, Macron avait annoncé, au jour près, son calendrier et le contenu de ses attaques, intégrant dans son calendrier les directions de FO et de la CFDT.

Mais l'attitude des directions syndicales est caractérisée par l'absence de stratégie. Le syndicat qui incarne le plus le combat, la CGT, aurait pu proposer, à l'annonce du calendrier et des intentions de Macron, un véritable plan de lutte avec une première journée de grève autour du jour de présentation des ordonnances en conseil des ministres (le 20 septembre) puis une autre en octobre en se donnant l'objectif pendant ces semaines de mobiliser, informer et organiser les travailleurs. Mais ça a été le cafouillage avec deux journées très rapprochées en septembre puis un temps de silence et une journée « molle » en novembre.

La bataille a été perdue car seul Macron voulait la livrer, pas les directions syndicales. Tout ceci a été l'expression de leur incapacité à organiser sérieusement une lutte quand celle-ci implique une remise en cause complète du capitalisme voire simplement signifie s'opposer complètement et frontalement au gouvernement en place. C'est cela qui explique l'absence de mouvement de luttes unifiées. Et il n'y a aucun courant structuré ou organisé, capable de mettre une pression un peu efficace sur les directions syndicales pour les obliger à faire quelque chose dans ce sens ou à entraîner des couches larges

de travailleurs dans cet objectif. Mais cela peut changer à la faveur d'une lutte.

Une des caractéristiques des luttes actuelles est que la couche qui est en grève et vient aux manif est combative mais manque de moyens pour peser sur les directions syndicales ou les couches plus larges de travailleurs. Cette couche est sectarisée à la fois par l'absence d'explication du pourquoi les autres travailleurs ne sont pas là, ne comprenant pas la raison du niveau faible de conscience. Elle est aussi isolée faute de lignes proposées par les directions syndicales. Si elle était organisée, cette couche avancée représenterait une force de frappe de centaines de milliers de militant. L'absence de politique de la direction de la CGT s'est aussi illustrée vis-à-vis de la crise de FO et de la CFDT, incapable de s'adresser aux syndiqués de base et aux syndicats en conflit avec leur direction. Or c'était une bonne occasion de proposer aux fédérations FO et CFDT en rébellion contre la trahison de leur direction de participer à la lutte et d'entraîner avec elles des secteurs plus larges au sein de leur confédération. En prônant « d'attendre » la direction de la CGT n'a pas aidé à ce que ces militants sincères aient un appui dans leur combat et a permis aux directions CFDT et FO d'étouffer la contestation.

De ce fait, la résistance des travailleurs est émiettée en luttes très vigoureuses même si pour la plupart défensives, qui se comptent par milliers. Elles n'ont pas en elles-mêmes la possibilité de s'agréger et restent dispersées. Elles témoignent à la fois de l'agressivité des capitalistes contre les travailleurs (bas salaires, management dictatorial et harcèlement, intensité du travail accrue) et d'une colère qui explose par moment.

Mais cela montre également que ces luttes défensives n'ont pas franchi un cap, concernant avant tout une minorité combative des travailleurs, en général très opposés à la politique de Macron et aux partis qui servent le capitalisme, et souvent même une colère contre le capitalisme mais pas pour autant (enfin pas encore) un fort courant de sympathie pour le socialisme.

D'une part parce qu'aucune organisation ne porte cette alternative à une échelle de masse et en partant de la réalité concrète des travailleurs et de la majorité de la population, mais également parce que pour le moment encore, les travailleurs ne voient pas la formidable puissance qu'ils ont aujourd'hui, à un moment où le capitalisme ne fonctionnant qu'avec très peu de stocks, la moindre grève un peu durable met le grand patronat en panique assez rapidement. On l'a vu avec la grève des routiers matières dangereuses au printemps dernier, et on le voit lors de nombreuses grèves « sectorielles ».

LE PRINCIPAL OBSTACLE RESTE DONC LA CONSCIENCE ASSEZ CONFUSE

C'est ce qui domine dans la jeunesse et la classe ouvrière ainsi que le faible degré d'organisation collective (syndicale mais aussi politique). Et cela d'autant plus que l'adoption de politiques ultralibérales, la soumission complète de tous les partis (PS, droite, FN) aux exigences des capitalistes a créé un bouleversement rapide et une chute du soutien dans des couches larges de ces partis ainsi qu'en fait un rejet de leur cynisme, mensonge et carriérisme. Nous sommes à une phase intermédiaire, où les anciens partis piliers du capitalisme s'effritent et perdent du soutien (en France comme ailleurs) mais où aucune force n'a réellement pu combler ce vide.

On avait vu lors des élections précédant la présidentielle que le PS s'écroulait mais que la droite ne récupérait pas un vrai soutien. La présidentielle est venue confirmer de manière



amplifiée et plus nette encore cela. Le PS s'est écroulé et est moribond, la droite a échoué et est en crise profonde, le FN, en dépit d'un bon score et d'une présence au second tour n'a pas réussi à capter la colère populaire ni à devenir une véritable organisation solide.

Comme nous l'écrivions avant les élections, le FN reposait sur un consensus tactique interne qui ne durerait que jusqu'à la présidentielle avec l'utilisation de Marine Le Pen comme locomotive. Mais comme le FN risquait fort de ne pas gagner l'élection, il allait se retrouver très vite en crise et les scissions interviendraient rapidement, sur le modèle de chasse aux coupables de l'échec électoral. C'est ce qui se passe depuis l'été dernier, même si cela ne règle pas le problème que pose le danger du FN ni des groupuscules d'extrême droite qui profitent de l'audience des idées d'extrême droite.

De ce point de vue, il était correct de ne pas appeler à voter Macron contre Le Pen mais de laisser ouverte la question d'un vote blanc ou « anti Le Pen ». Il était faux de minimiser le danger FN avec un slogan « ni Macron ni Le Pen » qui peut sembler sous-estimer l'impact qu'ont les idées racistes et réactionnaires défendues par le FN.

Les dégâts de la politique du gouvernement sur les travailleurs, les retraités se font déjà sentir. Bientôt ça va être au tour des étudiants et des chômeurs. Une écrasante majorité de la population a donc intérêt à trouver un moyen d'exprimer ce rejet d'une politique qui ne sert que les 600 000 millionnaires, à peine 1% de la population.

Macron n'a remporté qu'une victoire électorale, pas une victoire politique. Il n'a pas reçu de soutien massif dans la population. Alors pourquoi n'est-il pas possible de construire une véritable opposition de masse, basée sur la défense des intérêts et des aspirations de l'écrasante majorité de la population ?

UNE OCCASION RATÉE

Dans un premier temps, la victoire aux élections de Macron et de son mouvement, LREM, est apparue comme un coup dur, démoralisant les couches plus larges, moins habituées à lutter ou à participer aux combats politiques. De nombreux jeunes et travailleurs avaient encore en tête la défaite contre la loi « travail » malgré des mois de lutte. Une partie d'entre eux allaient chercher à continuer le combat par une revanche sur le terrain électoral. Les primaires avaient permis de se débarrasser de figures détestées, incarnant les politiques de casse sociale de ces 20 dernières années : Valls, Hollande, Sarkozy, Juppé... C'est à la fois le rejet des vieilles formations politiques mais aussi des mesures qu'elles défendaient, qui consistaient à continuer encore et toujours dans le même sens.

Macron a, habilement, joué sur le rejet des vieilles formations tout en masquant son programme politique, aidé en cela par les médias mais aussi par les politiciens comme Le Pen qui l'accusaient d'être « incohérent ». Or, ce n'était pas de l'incohérence mais un flou orchestré pour ne pas paraître comme ce qu'il était, le candidat des super riches et des multinationales.

Mais à l'opposé, un autre phénomène avait pris de l'ampleur : la candidature de Mélenchon et le mouvement de la France insoumise (FI). Comme une indication, la mesure qui était arrivée en tête lors de la consultation (les 10 premières mesures à défendre) des adhérents le 16 octobre 2016 était précisément l'abrogation de la loi « travail » d'El Khomri (que d'ailleurs Mélenchon a finalement peu défendu pendant la campagne électorale). Et le phénomène déjà palpable de soutien parmi les travailleurs et les jeunes n'a fait que s'amplifier.

Les revendications de la FI, hausse des salaires, embauches



dans les services publics, planification écologique de l'économie... rencontraient un écho croissant. La possibilité de battre les candidats officiels du capitalisme, Macron et Fillon, ainsi que Le Pen, était réelle. Elle était même indispensable pour redonner une certaine confiance aux travailleurs. Mais une grande partie de la direction du PCF a cherché pendant des mois un candidat autre que Mélenchon, permettant de maintenir son alliance avec le PS et ce sont les militants du parti qui ont imposé un appel à voter Mélenchon.

L'approche sectaire a néanmoins perduré, le PCF trouvant toujours prétexte pour n'établir aucun accord aux législatives (alors que la FI proposait que 26 circonscriptions soient garanties à chaque partie). L'extrême gauche (LO et NPA) ont attaqué Mélenchon pendant leur campagne comme s'il était représentant des mêmes forces sociales que les trois autres. Enfin, Hamon a joué sa carrière au sein du PS, préférant terminer avec un score historiquement minable mais suffisant pour empêcher Mélenchon d'accéder au second tour.

Le sectarisme a d'ailleurs continué puisque aucune de ces forces politiques n'a voulu participer ni mobiliser pour la grande marche contre la politique de Macron du 23 septembre ni relayer la proposition de Mélenchon de faire une manifestation unie, syndicats, associations et partis, sur les Champs-Élysées.

Car pour le moment, mis à part le développement des luttes (et notamment celle des lycéens et étudiants), il n'y a pas de centralisation de la résistance à Macron et non plus d'opposition politique à celui-ci et au capitalisme.

La campagne Mélenchon, avec ses meetings de masse, avec les 7 millions de voix obtenues, exprime un potentiel mais ne le réalise pas. Le fait que la FI ne se structure pas est un obstacle majeur à la constitution d'une vraie force politique qui serait capable de contester le pouvoir de Macron et montrer la force du camp des travailleurs, des jeunes, et des couches populaires.

C'est malheureusement voulu par Mélenchon et les cadres de la FI pour diverses raisons dont le fait de garder un certain contrôle vertical sur le mouvement. Mais en même temps, il s'agit avant tout d'un problème de fond qui tient au programme de la FI et de JLM qui se veut un programme de lutte contre le capitalisme mais sans le renverser. Une sorte de retour au programme social démocrate des années 80, bien en dessous du programme réformiste des années 70 qui, lui, défendait ouvertement le socialisme comme alternative au capitalisme.

Néanmoins, dans la période actuelle, les revendications centrales de la FI sont autant d'axes de combat contre le capitalisme que de dénonciation de celui-ci et cela reste un moyen de discuter avec des couches plus larges.

LA GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE, PERSPECTIVES ET PROPOSITIONS

Lors de notre congrès de novembre 2016, nous analysions la situation ainsi. Il y avait eu le très vaste mouvement contre la loi « travail » mais qui s'était soldé par un échec malgré la formidable énergie qui s'était déployée. Une frange assez limitée du mouvement s'était exprimée dans la recherche d'un affrontement avec la police et dans les destructions de symboles (façades de banque etc.). Une autre s'était regroupée de manière assez vague dans les « Nuits Debout ». Cela a parfois permis d'être un carrefour des luttes et des discussions politiques mais sans réussir à structurer réellement les choses.

Ces phénomènes n'agrégeaient pas un mouvement assez fort pour modifier en profondeur la situation qui allait être dominée par l'élection présidentielle. Le mouvement n'avait pas été suffisant pour donner un caractère de masse à un rejet complet du système.

D'un côté le mouvement et ces phénomènes montraient un rejet très profond de l'injustice du monde et des politiques menées, de l'autre il n'y avait pas d'expression politique qui en sortait. C'est ce qui nous a fait analyser que lors de la présidentielle, une couche significative de travailleurs et de jeunes allait rechercher un candidat qui soit, même de manière déformée, un prolongement politique du mouvement du printemps 2016 et qui, là encore de manière assez limitée, représenterait, sous la forme d'un rejet des PS-Droite-FN, une forme d'alternative au système et à la société actuelle.

Mélenchon apparaissait comme une figure susceptible de rassembler sur son nom un vote contre le capitalisme et dans la prolongation du mouvement du printemps 2016. Et l'affluence à ses meetings, de même que le succès de la campagne « France insoumise » témoignait d'un début de recherche d'une force politique de masse que les 7 millions de voix obtenus ont confirmé.

QUELQUES LIMITES DE LA CAMPAGNE ELLE-MÊME

Le côté ouvert de la FI et ses « groupes d'appuis » ont joué un rôle pour attirer des couches larges mais concentrées uniquement sur la présidentielle. Mais il n'est pas dit que des formes plus structurées n'auraient pas eu un résultat assez proche. C'est plus le caractère social de la campagne de Mélenchon qui a drainé des couches larges et notamment de nombreux travailleurs.

Malgré une volonté de JLM de forcer le trait sur l'aspect « patriote » (ou nationaliste, avec Marseillaise et drapeau tricolore), ce n'est pas ce qui a dominé l'activité des militants ni les discussions avec les électeurs, loin de là. Cette approche erronée de Mélenchon est néanmoins sans cesse utilisée à l'extrême gauche alors que dans la réalité, c'est très secondaire pour les militants et les électeurs.

Cela reste un aspect à surveiller et critiquer si nécessaire mais en ne tombant pas dans la caricature. Sur le lien avec les luttes en Europe et dans le monde, la plupart du temps, la FI adopte une position globalement internationaliste, bien que centrant son approche sur les institutions internationales (notamment l'ONU) qui ne sont pourtant que des officines au service des impérialistes. Mais cela reste ouvert à la discussion dans les rangs de la FI, de même que la question du rapport colonial de l'État aux « DOM-TOM ». Le référendum en Kanaky (Nouvelle Calédonie) de cette année sera un point crucial.

En fait, c'est la question même de tout centrer sur l'élection qui a limité le potentiel de la FI. La faiblesse de la structuration et le caractère très vertical du mouvement (qui aujourd'hui sert avant tout à relayer ce que disent les députés FI), empêche la FI de devenir une force politique capable d'attirer des couches larges de jeunes, de travailleurs, ou d'habitants des quartiers populaires. Il faudrait pourtant combiner l'aspect ouvert et souple du mouvement actuel avec un début de structuration

locale et nationale, permettant que plus de militant/tes s'impliquent, décident, et élaborent.

UN VÉRITABLE POTENTIEL

Le succès de Mélenchon à la présidentielle est partiellement dû au « dédagisme » (la volonté de dégager les anciens partis). Le « dédagisme » a d'ailleurs avant tout bénéficié à Macron ! Et pendant la présidentielle, c'est bien plus la recherche d'une force politique capable de contester le capitalisme et de changer la société qui a motivé le vote Mélenchon. La FI a été l'expression partielle du besoin de remplir le vide politique par une force de masse qui défende les intérêts des couches populaires.

Et ce vide politique n'est pas du tout rempli, loin de là. Aucun parti n'a d'ailleurs construit un soutien sur une base de masse (militante et active). Plus encore que dans les années 90, où la nécessité d'un nouveau parti des travailleurs et de la jeunesse a commencé à se manifester. On voit aujourd'hui que c'est à la fois la nécessité mais également le besoin de celui-ci qu'on retrouve tant dans la bataille d'arguments politiques contre la propagande de Macron que dans le regroupement de larges couches autour d'un projet d'une autre société.

La FI dénonce correctement les pratiques de « cuisine électorale », qui tournent le dos aux intérêts de la majeure partie de la population. Le Parti socialiste en a fait sa raison de vivre et sa manière de fonctionner. Mais souvent également, c'est ce qui guide la tactique du Parti communiste et ses alliances avec le PS. Si la FI devient une nouvelle force politique de masse, il faudra qu'elle ne se limite pas aux campagnes électorales, qu'elle refuse les arrangements qui méprisent le programme, et qu'elle propose qu'en cas d'alliance, cela se fasse avec des débats publics et des accords clairs.

La FI se refuse à être autre chose qu'une mouvance qu'on rejoint sur base d'une inscription sur internet. Si cela a pu donner un essor et une véritable ouverture lors de la campagne, il est assez abusif de dire que la FI compterait 550 000 membres du fait de ces clics internet. Car dans la réalité, ce sont 69 000 « membres » qui ont participé aux votes sur les « campagnes » proposés à l'adoption avant (ce qui est étrange en soit) la convention insoumise de Clermont-Ferrand du 25 novembre 2017.

La méfiance vis à vis des « partis » est plus que légitime. Car en fait il n'y a plus de « parti » depuis des dizaines d'années, seulement des machines bureaucratiques concentrées sur les élections et la cuisine électorale. Mais justement, ce sont ces derniers aspects qui furent rejetés et non la forme parti qui au contraire signifie un regroupement autour d'un programme, en défense des intérêts des travailleurs, des jeunes et des couches victimes de la politique des capitalistes, et un fonctionnement démocratique sans lequel l'objectif d'une société socialiste reste inatteignable.

Mais on ne peut forcer le rythme, il va falloir que les membres et sympathisants de la FI voient eux même que la formule mouvance, avec ses dirigeants nommés par le haut, l'impossibilité de discuter réellement du contrôle démocratique de l'organisation (et des finances) n'est pas suffisante. Face à nous, c'est un gouvernement représentant la classe capitaliste, bien déterminé à faire passer une politique de boucherie sociale.

Après la 2ème loi travail, la mise en place de la sélection à l'université en dit long : fin de l'accès automatique aux études supérieures publiques pour les bacheliers, mesures mises en place alors que la loi n'est pas encore promulguée... C'est une société ne favorisant qu'une minorité que la politique de Macron renforce, il y a donc urgence à construire un parti qui défende à une échelle de masse les intérêts de la majorité.

C'est cela que nous devons continuer à discuter dans la FI mais aussi par notre intervention directe dans tous les endroits où nous sommes. Dans la FI, le programme l'Avenir en commun représente une série de points sur lesquels on peut s'appuyer pour se battre contre Macron mais le programme en lui

même reste limité, ne mettant pas suffisamment au cœur de la démarche la nécessité de renverser le capitalisme et sa loi du profit pour enfin construire une société juste, démocratique et respectueuse de l'environnement.

Sa grande faiblesse reste son absence de référence au socialisme comme véritable alternative au capitalisme. Or on ne peut envisager sérieusement une planification démocratique et écologique de l'économie sans mesures qui aillent dans le sens du socialisme : nationalisation (mise en propriété publique) des multinationales sous le contrôle et la gestion démocratique des travailleurs et de la population pour permettre une telle organisation de l'économie.

De la même manière, on ne peut prétendre lutter contre l'évasion et la fraude fiscale si l'intégralité du secteur financier n'est pas mis en propriété publique, nationalisé etc. C'est ce genre de propositions programmatiques que nous devons continuer à formuler pour prolonger les mesures que propose l'Avenir en commun.

Mais on ne peut seulement avancer comme une formule magique « il faut un parti ». Il faut donner chair à une telle formulation : un fonctionnement démocratique, patient, discutant du fond et de la forme, capable de discuter avec d'autres forces (politiques, syndicales, associatives) et de relayer les luttes, de les soutenir mais aussi de s'y impliquer et d'y impliquer des couches larges de travailleurs.

La construction d'une nouvelle force politique de masse des travailleurs et des jeunes, des débats publics et fraternels sont indispensables. Il faut que la FI garde une attitude ouverte, notamment à l'égard de la base du PCF mais aussi des autres couches dans la population qui soit s'abstiennent, soit votent pour l'extrême gauche, qui souvent luttent dans leurs entreprises ou leurs quartiers. Sans rien lâcher sur le refus d'alliance avec le PS, sans être naïfs sur les freins que mettent certains dirigeants de partis comme le PCF, on ne doit pas tomber dans le piège des petites phrases et formules comme étant la seule manière de traiter les désaccords, ce qui a pu être utilisé contre la FI parfois. Il faut toujours que la FI soit une force proposant de se rassembler largement, chacun avec ses propositions, programmes et appartenances, contre la politique de

Macron et les capitalistes.

La FI représente aujourd'hui la seule force qui a une audience et qui peut potentiellement rassembler largement non seulement des milliers de personnes mais également des courants politiques qui veulent construire une force de masse contre le capitalisme. Nous restons investis dans la FI mais en attendant vraiment ce qui peut se produire dans les prochains mois : une possible éruption de colère dans la jeunesse et la classe ouvrière. Le cinquantenaire de Mai 68 rappelle le caractère soudain qu'ont les situations d'intense lutte des classes. Nous rediscuterons lors de notre prochain congrès de tout cela y compris des échéances, notamment des élections.

Le rejet du racisme, du sexisme, des inégalités, de la destruction de l'environnement et de la vie amènent à questionner le système et son fonctionnement même. La lente politisation actuelle continue, avec la recherche d'une véritable orientation révolutionnaire. Dans la jeunesse notamment, une couche large rejette le capitalisme et certains discutent facilement de la nécessité du socialisme (ou du « communisme » version Marx).

Notre approche doit garder à la fois la même souplesse et la même ouverture au dialogue devant des phénomènes comme la FI tout en ne cachant jamais notre programme socialiste révolutionnaire et la nécessité d'une organisation politique de masse des travailleurs et de la jeunesse pour que la prochaine situation révolutionnaire voit enfin le renversement du capitalisme et la fin des horreurs qu'il entraîne.

La FI peut devenir une force politique large, dans laquelle autant les courants politiques que tou-te-s militant-es proposent leurs idées, les discutent, agissent et décident ensemble. Il ne faut ni craindre le débat, et la discussion de fond, ni la structuration et les décisions démocratiques, et le contrôle par la base, des dirigeants et des décisions. Macron et les capitalistes mènent leur politique parce qu'ils n'ont pas de véritable force organisée en face d'eux. Mais une force politique de masse, rassemblant des dizaines de milliers de jeunes, de travailleurs, de chômeurs, de retraités, contre ces politiques au service des ultra-riches voilà ce qui les ferait trembler, voilà ce que la FI peut construire.



LISEZ L'ÉGALITÉ, LE JOURNAL DE LA GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE

LA SECTION FRANÇAISE DU COMITÉ POUR UNE INTERNATIONALE OUVRIÈRE (C.I.O.)

POUR NOUS CONTACTER OU NOUS REJOINDRE

grcontact@hotmail.com - 06.81.17.68.44
facebook.com/gaucherevolutionnairecio - twitter.com/GaucheRevo



RETROUVEZ ÉGALEMENT NOS ANALYSES SUR NOTRE SITE
WWW.GAUCHEREVOLUTIONNAIRE.FR



JE SOUHAITE M'ABONNER AU JOURNAL L'ÉGALITÉ

- ☐ ABONNEMENT FRANCE, 1 AN > TARIF NORMAL 10 €
- ☐ ABONNEMENT FRANCE, 1 AN > TARIF SOUTIEN 20 €
- ☐ ABONNEMENT INTERNATIONAL, 1 AN 30 €

JE SOUHAITE PRENDRE CONTACT

- ☐ RECEVOIR LA NEWSLETTER
- ☐ RENCONTRER UNE MILITANTE OU UN MILITANT
- ☐ REJOINDRE LA GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE

MES COORDONNÉES

NOM / PRÉNOM : _____
ADRESSE POSTALE : _____
ADRESSE MAIL : _____
TÉLÉPHONE : _____

REMETTEZ CE COUPON À UN-E MILITANT-E !

Sinon, retournez à : Les amis de l'Égalité, 82, rue Jeanne d'Arc, Centre 166, 76000 Rouen // ou par mail à : grcontact@hotmail.com